

#### **ARTICLE 11 - PROTECTION SOCIALE**

Dans le cadre du présent contrat, le collaborateur bénéficiera de l'ensemble des régimes de retraite et de prévoyance existant dans l'entreprise ou qui seraient mis en place ultérieurement. A ce titre, le collaborateur contribuera à hauteur de sa participation au financement de ces régimes, par le précompte sur son salaire des cotisations y afférent.

Les cotisations de sécurité sociale seront versées à l'URSSAF de GRENOBLE.

#### **ARTICLE 12 – REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES**

Conformément au règlement UE 2016/676 du 27 avril 2016 et à la loi Informatique et Libertés n°78-17 modifiée, le collaborateur est informé et donne son consentement à ce que la société collecte, enregistre et transmette le cas échéant, les données à caractère personnel le concernant, dans le cadre de la gestion du personnel et de l'établissement des opérations de paie.

Ces données sont notamment son nom, prénom, numéro de sécurité sociale, adresse personnelle, date de naissance, situation de famille, coordonnées bancaires, adresse e-mail, charge de famille, et les différentes modalités du contrat de travail.

Les destinataires de ces informations sont les services internes de la société, les prestataires en matières sociale (cabinet d'expertise comptable notamment) et les différents organismes tels que l'URSSAF, le service des impôts, les caisses de retraite, de prévoyance et de frais de santé, le Pôle emploi et les services de médecine du travail.

Ces informations ne seront utilisées que dans le cadre strictement nécessaire à l'exécution du contrat de travail, à l'accomplissement par la société des obligations qui lui incombent et dans la limite des délais de prescription applicables en matière sociale.

Le collaborateur dispose d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui le concernent.

Pour exercer ces droits, le collaborateur doit contacter le service ressources humaines de la société IC'ALPS.

Il dispose également du droit d'adresser une réclamation en ligne à la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)) ou par courrier postal, notamment si il rencontre la moindre difficulté dans l'exercice de ses droits.